

Appel de Bordeaux - 23 avril 2006

Coordination nationale unitaire

La mobilisation a imposé un recul au gouvernement en l'obligeant à remplacer le CPE. Depuis 1995, c'est la 1ère fois qu'une mobilisation permet d'obtenir un tel recul d'un gouvernement, c'est la 1ère fois depuis 2002 que nous faisons céder ce gouvernement qui a tenu face à de nombreuses mobilisations. Après leur mise en minorité dans les urnes le 29 mai 2005, les politiques libérales se voient infliger une défaite par la rue. Cela prouve que la lutte paie. Le gouvernement est affaibli, c'est un point d'appui pour continuer à nous battre afin de gagner sur toutes nos revendications. Après un tel désaveu, Chirac et son gouvernement doivent partir !

Mais quoi qu'en disent les médias et les directions syndicales, nous n'avons pas gagné sur l'ensemble de nos revendications. Nous continuons à nous battre, notamment pour le retrait de l'intégralité de la loi sur l'égalité des chances (LEC), du CNE, du projet de loi CESEDA (loi Sarkozy II sur " l'immigration choisie ", qui doit être votée le 3 mai à l'Assemblée)... D'autant plus que l'article remplaçant le CPE dans la LEC s'accompagne d'une nouvelle série de cadeaux fiscaux aux employeurs. La coordination nationale condamne le contenu et les conclusions des pourparlers engagés entre les dirigeants syndicaux et l'Etat UMP. Ces démarches laissent intactes la LEC et le CNE. De plus, seul le mouvement de lutte est légitime pour signifier la victoire ou la défaite de la lutte. Nous exigeons des directions syndicales qu'elles rompent toute négociation avec le MEDEF et le gouvernement.

Malgré la période de vacances, 24 délégations ont été représentées lors de la coordination nationale de Bordeaux : la mobilisation pour l'obtention de nos revendications continue. La volonté de lutter existe toujours chez les jeunes. Par le recul que nous avons imposé au gouvernement sur la question du CPE, nous avons prouvé que seule la lutte paie, et la confiance des jeunes et des travailleurs dans leurs propres forces, dans la mobilisation collective a augmenté. La grève reconductible avec blocage, les manifestations massives, l'unité réalisée entre la jeunesse et les salariés créant la menace de grève générale des travailleurs et les actions ont donné sa force à notre mouvement. Même si les cours reprennent pour l'instant dans un certain nombre d'universités, un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs reste nécessaire pour chasser Chirac, son gouvernement et sa politique. La question que nous nous posons désormais est : comment continuer au mieux notre offensive et nos luttes futures en nous appuyant sur tous les acquis apportés par notre mobilisation.

Notre mouvement subit une répression policière et judiciaire sans précédent, qui à long terme, cherche à empêcher toute révolte de s'exprimer ; le choix que l'on nous impose est le suivant : subir silencieusement des conditions de vie inacceptables ou riposter et en payer le prix fort. 5000 arrestations, une centaine de peines de prisons... Nous exigeons l'amnistie pour l'ensemble des personnes poursuivies dans le cadre de ce mouvement, ainsi que celles poursuivies suite au mouvement lycéen de 2005 et lors de la révolte des quartiers populaires de novembre-décembre derniers. La répression diminue notre capacité à agir et à continuer à militer. Elle légitime l'Etat policier et criminalise les mouvements sociaux. Nous exigeons que lorsque un étudiant ou un lycéen est poursuivi, l'administration de son établissement le soutienne officiellement et financièrement.

Nous concrétiserons une solidarité réelle avec les inculpés (collectes, rassemblements devant les tribunaux et commissariats). Mais il nous faut donner une réponse politique à la hauteur face à l'offensive répressive et sécuritaire. C'est pourquoi nous appelons toutes les organisations du mouvement social à rejoindre le collectif national contre la répression. Nous appelons à la formation de collectifs locaux unitaires dans toutes les villes, qui organiseront la défense collective. Nous appelons à des manifestations en direction des tribunaux le 25 avril. Nous appelons à la tenue de meetings pour l'amnistie dans toutes les villes le 5 mai, ainsi que des manifestations le 19 mai.

Tout d'abord, nous nous devons de répondre dès maintenant à la répression administrative et judiciaire qui pénalise directement les étudiants mobilisés.

Nous ne devons pas nous laisser imposer des conditions d'examens qui constituent une véritable punition pour les étudiants. Nous avons raison de lutter, nous ne devons pas être sanctionnés pour défendre les droits des jeunes et des travailleurs. Tout d'abord, les rattrapages de cours ne doivent pas empêcher les grévistes et les étudiants salariés de passer leurs examens. Ce n'est pas la mobilisation qui dévalorise les diplômes, ce sont les réformes libérales comme le LMD. Le mouvement lycéen de l'an dernier n'a pas empêché les lycéens d'avoir leur bac et de s'inscrire normalement à l'université. Les étudiants de Mai 68, de 86 et de 94 sont loin d'être des " promotions sacrifiées " ; des aménagements sont possibles et dans l'intérêt de tous. Ne nous laissons pas duper par des arguments qui n'ont qu'un but : tuer notre envie légitime de lutter contre la précarité. Nous demandons la validation automatique du semestre pour tous. Si nous ne pouvons pas l'obtenir, Nous exigeons pour le baccalauréat et pour les examens :

1. Des conditions décentes de cours. Ne pas augmenter le volume horaire des cours par semaine et une semaine banalisée avant le début des examens pour permettre à tous de réviser.

2. Egalité entre les étudiants et entre les lycéens : Les examens ne portent que sur des cours ayant eu lieu en dehors des périodes de blocages. Trois sujets au choix sur trois parties différentes du programme.

3. Aucune forme de sélection : la note finale doit être le maximum de la note de contrôle continu (CC) ou de contrôle terminal (CT).

Continuer les blocages est le meilleur moyen pour imposer de bonnes conditions d'examens.

L'unité réalisée de tous ceux qui partagent les mêmes intérêts : lycéens, étudiants, précaires et salariés doit être considéré comme un acquis de ce mouvement. Nous continuons à envoyer des délégations dans les entreprises, à participer aux unions locales, aux AG de salariés en lutte pour les convaincre de la nécessité de continuer la lutte en s'appuyant sur le premier recul du gouvernement. Cette unité a été la condition première du recul du gouvernement, elle le sera encore demain. C'est pourquoi nous proposons pour le premier mai de mobiliser sur toute notre plateforme. En outre, les cortèges unitaires de lycées et d'universités doivent prendre la tête des défilés dans la mesure où nous sommes le moteur de cette unité.

Un autre acquis est le développement dans la jeunesse de la conscience que notre force est dans la rue, que seule la lutte organisée démocratiquement paye, que nous n'avons rien à attendre des institutions. Ceci nous permet de mener depuis près de 3 mois, une lutte exemplaire. Nous n'avons pas attendu le résultat du Conseil Constitutionnel, nous ne nous sommes pas arrêtés aux dix déclarations en 2 mois de Chirac, nous n'avons pas cédé à la répression policière, judiciaire et administrative. Nous nous sommes au contraire, organisés démocratiquement, en assemblées générales, en comité de mobilisation, et nationalement à travers les coordinations nationales unitaires. Aujourd'hui l'unité doit également perdurer sous la forme de réflexions globales sur les enjeux économiques sociaux et politiques

Notre lutte a révélé une crise sociale et politique. Il ne s'agit pas d'un accès de fièvre ordinaire, mais d'une manifestation de la crise de tout le système social. La logique capitaliste est mise au ban des accusés. Le capitalisme ne peut donner aucune réforme sociale positive. Bien plus, il est même contraint de démanteler les anciennes conquêtes sociales. Tous les lamentables chefs de la droite et de la gauche gouvernementale mènent avec des nuances de méthode la même politique au service d'un système économique prédateur.

Pour continuer la mobilisation, nous appelons à la tenue régulière d'AG dans toutes les universités et tous les lycées. Nous appelons au maintien des comités de mobilisation comme organe de lutte unitaire. Nous appelons aussi à une grande journée de manifestation nationale samedi 29 avril pour dénoncer le projet de loi sur l'immigration. Nous appelons à la tenue d'une prochaine coordination nationale de délégués mandatés par les assemblées générales le week-end du 6 et 7 mai.

Coordination nationale unitaire réunie à Bordeaux les 22-23 avril 2006